

# Le cadre Net-Zero (NZF)

20th April 2026

## Pourquoi maintenir un prix mondial des GES et un fonds constitue l'option la moins risquée pour les États Membres de l'OMI

### Quelle décision prenons-nous réellement ?

Le débat actuel à l'OMI est souvent présenté comme un choix entre :

- des « mesures techniques simples », ou
- des « mesures économiques complexes ».

Ce n'est pas le véritable choix.

Le véritable choix auquel sont confrontés les États Membres est le suivant :

Une transition maîtrisée et applicable, avec des coûts prévisibles et des outils partagés ; ou

Une transition plus incertaine et plus volatile, dans laquelle les coûts existent toujours, mais sont plus difficiles à contrôler, à appliquer ou à redistribuer.

Aucune des options envisagées n'élimine les coûts.

La question est donc de savoir qui les supporte, quand ils surviennent et quel degré de contrôle les États conservent.

### Que se passe-t-il si le prix des GES et le fonds sont supprimés ?

Supprimer le prix des GES et le fonds associé ne supprime pas les coûts pour le transport maritime. En revanche, cela crée trois risques :

#### 1) Des signaux d'investissement affaiblis

Les investissements dans le transport maritime s'inscrivent sur des horizons de 20 à 30 ans.

Lorsque les signaux politiques sont instables ou peu clairs, les investissements sont retardés.

Or, retarder l'investissement ne permet pas d'économiser de l'argent. Cela conduit généralement à :

- des ajustements de dernière minute,
- des coûts de capital plus élevés,
- des dépréciations soudaines de la flotte, et
- des perturbations des échanges commerciaux.

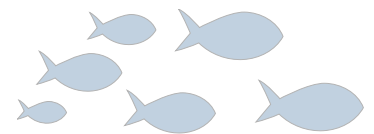
## 2) L'absence de mécanisme pour gérer les impacts

Sans mécanisme de tarification, il n'existe aucune source automatique de recettes permettant de :

- soutenir les pays les plus exposés aux impacts de la transition,
- traiter les impacts disproportionnés,
- financer le renforcement des capacités, ou
- aider au déploiement à grande échelle de nouveaux carburants et infrastructures.

Les coûts ne disparaissent pas : ils sont simplement reportés sur :

- les armateurs,
- les affréteurs,
- les ports, ou
- les gouvernements nationaux, au cas par cas.



## 3) Fragmentation et perte de contrôle mondial

Si l'OMI n'adopte pas un cadre économique mondial crédible :

- les mesures régionales se poursuivront ou s'étendront,
- les entreprises feront face à des règles multiples et superposées, et
- les États perdront leur capacité d'influence sur la manière dont la transition se déploie.

## 3. Pourquoi un prix des GES et un fonds réduisent les risques pour les États

### A) Ils stabilisent la transition

Un prix des GES envoie un signal clair et prévisible sur la trajectoire à suivre.

Un fonds permet d'amortir la transition en recyclant les recettes de manière planifiée.

Ensemble, ils :

- réduisent l'incertitude,
- soutiennent des investissements ordonnés, et
- diminuent le risque de chocs soudains sur les marchés.

Cela est particulièrement important pour les États exposés à la volatilité des échanges.

### B) Ils rendent la transition plus abordable dans la durée

Les mesures économiques ne visent pas principalement à « punir » les émissions.

Elles visent à :

- éviter des changements désordonnés,
- prévenir les actifs échoués, et
- réduire les coûts à long terme en agissant plus tôt et de manière plus progressive.

Les transitions repoussées jusqu'au dernier moment tendent à être plus coûteuses, et non l'inverse.

### C) Ils soutiennent l'équité sans affaiblir l'ambition

Un fonds permet à l'OMI de :

- reconnaître la diversité des situations nationales,
- fournir un soutien ciblé lorsque cela est nécessaire, et
- maintenir un cadre mondial unique.

Sans fonds, l'équité repose sur des promesses politiques plutôt que sur des outils opérationnels.

### 4. Pourquoi un fonds est essentiel à l'application des règles

Les règles techniques, à elles seules, ne s'appliquent pas automatiquement.

Sans recettes :

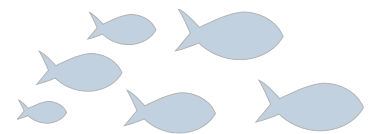
- les sanctions dépendent des capacités nationales d'application,
- les incitations au respect des règles sont faibles, et
- il existe peu de leviers pour corriger les situations de non-conformité.

Un fonds modifie cet équilibre en :

- instaurant des conséquences financières claires,
- permettant des mécanismes de récompense et de soutien, et
- renforçant la conformité sans nécessiter une intervention politique permanente.

En résumé :

**Sans fonds = des règles sans outils.**



### 5. Une conclusion pragmatique pour les délégations

Le cadre actuel de neutralité carbone (« Net Zéro ») n'est pas parfait. Il peut et doit être amélioré. Cependant, supprimer ses éléments économiques essentiels accroîtrait les risques pour :

- les États Membres,
- les pays les plus exposés aux impacts de la transition, et
- le système commercial mondial.

Du point de vue de la gestion des risques, l'option la plus sûre consiste à :

- maintenir un prix des GES,
- conserver l'architecture du fonds, et
- améliorer le dispositif grâce à des travaux supplémentaires.

Cette approche permet de préserver des marges de manœuvre, de rendre les coûts maîtrisables et de garantir une application crédible.